

## CONVENTION CADRE DE CONSULTATION ET DE SERVICES PROFESSIONNELS

CETTE CONVENTION datée du • jour de • 202 • [Insérer la Date d'entrée en vigueur de la Convention]  
(la « **Date d'entrée en vigueur** »)

### ENTRE

**SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.** (la « **Société** »)

ET

[Insérer le nom légal complet du Proposant retenu] (le « **Consultant** »)

### ATTENDU QUE

- A. La Société souhaite retenir les services d'une agence de publicité pour concevoir et réaliser des campagnes numériques pour ses deux (2) marques distinctes et ses produits :
- Le Vieux-Port de Montréal;
  - Le Centre des sciences de Montréal et son cinéma IMAX TELUS;
  - Et tout autre produit de la Société (le « **Projet** »); et
- B. La Société souhaite conclure une Convention Cadre avec le Consultant pour la prestation de certains services dans le cadre du Projet;

**POUR CES MOTIFS**, compte tenu des engagements et accords réciproques décrits dans la présente Convention, chaque partie prend les engagements suivants à l'égard de l'autre partie et convient de ce qui suit :

### 1.0 DÉFINITIONS

**1.1** Dans la présente Convention, les termes clés suivants ont les significations indiquées ci-dessous :

- (a) « **Convention** » : désigne la présente convention exécutée et signée par la Société et le Consultant, incluant toutes les annexes et les Énoncés de Travail, le tout tel que modifié de temps à autre.
- (b) « **Date d'entrée en vigueur** » : désigne la date de prise d'effet de la présente Convention.
- (c) « **Dépenses** » : désigne les dépenses ou déboursés engagés pour la prestation des Services décrits à l'Annexe B jointe aux présentes.
- (d) « **Différend** » : désigne un désaccord entre les parties découlant de la présente Convention et comprend toute incapacité d'en arriver à un accord alors qu'un accord est nécessaire ou envisagé en vertu de la présente Convention, mais ne comprend pas un désaccord à l'égard de tout sujet mentionné aux paragraphes 4.3 et 4.5.
- (e) « **Durée** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 4.1.
- (f) « **Énoncé de travail** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 13.1.

- (g) « **Frais** » : désigne le montant des frais que le Consultant demandera à la Société pour la prestation des Services tel que décrits à l'Annexe B, à l'exclusion des Dépenses.
- (h) « **Partie indemnisée** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 7.1.
- (i) « **Projet** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe A du préambule ci-dessus.
- (j) « **Rémunération** » : désigne les Frais et les Dépenses.
- (k) « **Renseignements confidentiels** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 5.1.
- (l) « **Services** » : désigne les services et livrables décrits à l'Annexe A et/ou dans un Énoncé de Travail, qui sont à fournir dans les délais indiqués à l'Énoncé de travail.
- (m) « **Taxes** » : désigne tous les impôts, les taxes et les cotisations ainsi que les autres charges, droits, impositions et obligations prélevés par un gouvernement ou une administration, de nature fédérale, provinciale, étatique, municipale, locale et étrangère, incluant notamment les cotisations à un régime de retraite, à l'assurance-chômage, à l'assurance-emploi, au Régime d'indemnisation des victimes d'accidents du travail et les retenues à la source, y compris les taxes basées ou calculées sur les recettes brutes, le revenu, les profits, les ventes, le capital, l'utilisation, l'occupation, les biens et services, la valeur ajoutée, le transfert, la franchise, la retenue, les droits de douane, la paie, la récupération, l'emploi, l'accise et les impôts fonciers, de même que les intérêts, pénalités, amendes et ajouts imposés sur ces montants par toute autorité gouvernementale à cet égard.

## 2.0 SERVICES

- 2.1 Sous réserve des modalités de la présente Convention, le Consultant s'engage à fournir les Services à la Société.
- 2.2 Le Consultant déclare que lui-même et son personnel possèdent les connaissances et l'expérience nécessaires dans toutes les disciplines professionnelles requises pour accomplir correctement les Services.
- 2.3 Sauf indication contraire expresse dans la présente Convention, le Consultant fournira tout le personnel, le matériel, les fournitures, l'équipement et les autres éléments requis pour l'exécution appropriée des Services dans les délais prévus.
- 2.4 Le Consultant désignera un ou plusieurs chefs de projet, le cas échéant, pour l'exécution des Services et informera la Société de l'identité de son ou ses chefs de projet. À tout moment, si la Société devient insatisfaite du rendement d'un membre du personnel du Consultant, la Société en avisera le Consultant en apportant des précisions raisonnablement suffisantes et le Consultant remplacera cette personne par une autre personne compétente dès qu'il lui sera raisonnablement possible de le faire après la demande de la Société.
- 2.5 Le Consultant obtiendra l'approbation écrite préalable de la Société avant de confier à un sous-consultant toute partie des Services à accomplir et il s'abstiendra de sous-

traiter la totalité des Services. Le Consultant sera responsable envers la Société de toutes les actions ou inactions des sous-consultants à qui il fait appel pour l'exécution des Services.

- 2.6 La Société peut modifier l'étendue des Services en tout temps, en remettant au Consultant un avis écrit à cet effet. Les Frais décrits à l'Annexe B seront alors rajustés en conséquence par accord conclu entre la Société et le Consultant.
- 2.7 Si la Société lui en fait la demande par écrit, le Consultant accomplira des Services additionnels. Les modalités de la présente Convention s'appliqueront auxdits Services additionnels et les Frais demandés par le Consultant pour lesdits Services additionnels correspondront généralement aux Frais décrits à l'Annexe B.

### 3.0 FRAIS ET DÉPENSES

- 3.1 Sous réserve des modalités de la présente Convention, la Société versera au Consultant une Rémunération composée de ce qui suit pour les Services fournis conformément à la présente Convention :

- (a) les Frais; et
- (b) les Dépenses;

plus toute **TPS, TVQ** devant être perçue par le Consultant auprès de la Société en lien avec les Services fournis. La Rémunération est la totalité de la rémunération due au Consultant pour les Services fournis et comprend tous les profits, les coûts et les dépenses engagés par le Consultant en vue de fournir les Services.

- 3.2 Le Consultant soumettra des factures écrites à la Société pour les Frais et les Dépenses payables sur une base mensuelle, avec chaque facture mensuelle étant soumise au plus tard quinze (15) jours après la fin du mois sur lequel porte la facture. Chaque facture indiquera suffisamment de détails en lien avec les Frais, notamment les dates où les Services ont été fournis et sera accompagnée des documents justificatifs appropriés pour les Dépenses et notamment une copie de toute facture émise par un tiers et pour laquelle un remboursement est demandé.
- 3.3 La Société versera les montants facturés qui sont dus au plus tard trente (30) jours après que la Société ait reçu une facture en bonne et due forme accompagnée des documents justificatifs appropriés le cas échéant ou demandés. Nonobstant ce qui précède, la Société ne sera pas tenue d'acquitter une facture tant que les Services facturés n'auront pas été fournis conformément à la présente Convention et à la satisfaction de la Société, agissant raisonnablement.
- 3.4 La Société peut déduire le montant de toute réclamation que la Société peut avoir contre le Consultant à l'égard de la non-exécution ou de l'exécution non satisfaisante par le Consultant de ses obligations en vertu de la présente Convention.
- 3.5 Le Consultant préparera et maintiendra à jour les dossiers relatifs aux Services, y compris les dossiers, reçus et factures se rapportant aux Dépenses. À la demande de la Société, le Consultant mettra ces dossiers à la disposition de la Société pour examen en tout temps pendant les heures normales de bureau pendant toute la Durée de la Convention et pendant un (1) an après la fin des Services.

## 4.0 DURÉE ET RÉSILIATION

- 4.1 Sauf en cas de résiliation anticipée conformément aux dispositions de la présente Convention, la durée de cette Convention débutera à la Date d'entrée en vigueur et continuera jusqu'au • jour de • 202 • [Insérer la date de fin étant quatre (4) ans après la Date d'entrée en vigueur de la Convention] (la « **Durée** »), à l'exception des dispositions pour lesquelles il a été expressément stipulé ou envisagé qu'elles survivront à l'expiration ou à la résiliation de la présente Convention.
- 4.2 La Société peut prolonger les délais de production des livrables et, par conséquent, peut prolonger la présente Convention et/ou tout Énoncé de travail, selon les mêmes modalités, pendant une période suffisante pour mener les Services à bonne fin. La Société peut au besoin renouveler la présente Convention pour compléter le Projet.
- 4.3 La Société peut immédiatement résilier la présente Convention et/ou tout Énoncé de travail, et ce en tout temps, pour quelque raison que ce soit et à son entière discrétion, en remettant un avis écrit au Consultant, et la résiliation prendra effet à la date de l'avis.
- 4.4 Lors de la résiliation de la présente Convention et/ou tout Énoncé de travail conformément au paragraphe 4.3, la Société sera responsable de payer dans les trente (30) jours suivant la date de résiliation toutes les factures pour Frais et Dépenses non contestées que le Consultant a soumises à la Société pour les Services fournis jusqu'à la date de résiliation.
- 4.5 La Société peut, sans préjudice aux autres droits ou recours, résilier la présente Convention et/ou tout Énoncé de travail dans les cas suivants :
- (a) le Consultant est en défaut de l'une de ses obligations en vertu de la présente Convention et ledit défaut se poursuit dix (10) jours ouvrables après l'envoi d'un avis écrit décrivant celui-ci;
  - (b) le Consultant est en situation de manquement important ou de non-exécution de ses obligations en vertu de la présente Convention, y compris l'omission de consacrer le temps, les ressources, le personnel ou les compétences nécessaires à l'exécution des Services; ou
  - (c) le Consultant devient insolvable, déclare faillite, liquide et/ou dissout son entreprise ou met un terme à ses affaires.

Dans ces cas, les dispositions du paragraphe 4.4 ne s'appliqueront pas.

- 4.6 Avant de conclure la présente Convention, le Consultant a fourni à la Société un certificat de conformité daté du • [Insérer la date du Certificat de conformité du Proposant retenu] (le « **Certificat de conformité** »). Si la Société, agissant raisonnablement, détermine que :
- (a) le Consultant a fourni un Certificat de conformité faux ou trompeur, ou
  - (b) le Consultant ou un Propriétaire du Consultant (tel que défini dans le Certificat de conformité) a été reconnu coupable d'une infraction en vertu d'une des Lois (telles que définies dans le Certificat de conformité), qui a été jugé par voie de mise en accusation;

le Consultant sera réputé être en défaut en vertu de la présente Convention, ledit défaut ne pouvant être remédié, et la Société aura le droit de résilier la présente Convention immédiatement par avis au Consultant et dans ce cas, les dispositions du paragraphe 4.4 ne s'appliqueront pas.

Le Consultant s'engage également à divulguer de façon proactive à la Société si le Consultant ou un Propriétaire du Consultant (tel que défini dans le Certificat de conformité) est reconnu coupable de toute infraction en vertu d'une des Lois (telles que définies dans le Certificat de conformité), qui a été jugé par voie de mise en accusation pendant la Durée de la présente Convention.

- 4.7 La Société peut, en tout temps, pour toute raison et à son entière discrétion, suspendre la prestation des Services par le Consultant en lui remettant un avis écrit. La suspension prendra effet à la date de l'avis. La suspension des Services se maintiendra jusqu'à la date indiquée par écrit par la Société (soit dans l'avis de suspension, soit dans un avis subséquent).
- 4.8 Le Consultant ne pourra faire valoir aucune réclamation contre la Société, de quelque nature que ce soit, relativement aux Services non encore fournis ou exécutés au moment de la résiliation de la présente Convention et le Consultant n'aura droit à aucune indemnisation pour perte de profits.
- 4.9 Les dispositions des paragraphes 4.4, 4.5, 4.6, 4.7 et 4.8 survivront à la résiliation de la présente Convention.

## 5.0 CONFIDENTIALITÉ ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- 5.1 Le Consultant protégera la confidentialité de tous les renseignements, données, documents, design, dessins, processus et techniques (sous quelque forme ou support) confidentiels ou exclusifs (que la Société désigne comme étant confidentiels ou exclusifs ou qu'ils le soient de par leur nature même) ayant trait au Projet ou aux affaires de la Société ou de ses sociétés affiliées, qui sont portés à l'attention du Consultant dans la cadre de l'exécution des Services, découlant de travaux de recherche et de développement réalisés par le Consultant pour le compte de la Société ou acquis ou développés autrement par le Consultant pendant la Durée de la Convention (collectivement les « **Renseignements confidentiels** »). La disposition qui précède ne s'applique pas aux renseignements (i) que le Consultant développe indépendamment avant ou de façon indépendante de la divulgation; (ii) qui sont accessibles au public; (iii) que le Consultant reçoit légitimement d'une tierce partie sans obligation de confidentialité; (iv) dont la divulgation est requise par la loi et uniquement dans la mesure requise par la loi; ou (v) que le Consultant divulgue avec l'approbation écrite préalable de la Société. Le Consultant n'utilisera pas les Renseignements confidentiels autrement que pour la prestation des Services prévus dans la présente Convention. Si, pour quelque raison que ce soit, la présente Convention est résiliée, le Consultant remettra aussitôt à la Société tous les documents, dossiers, rapports et autres renseignements ou données relatifs aux Services, y compris toutes les copies qui en ont été faites, que le Consultant a obtenu de la Société ou autrement obtenu par lui-même.
- 5.2 Les recherches, rapports, données, dessins, plans du site, plan d'ensemble ou d'implantation, dessins schématiques, plans/levés et autres documents, matériel ou renseignements (sous quelque forme ou support que ce soit) produits par le Consultant ou en son nom dans le cadre de l'exécution des Services et toutes

propriétés intellectuelles de toute nature ou sorte que ce soit appartiennent de façon exclusive à la Société, et le Consultant s'abstiendra de les utiliser à toute fin autre que l'exécution de ses obligations en vertu de la présente Convention. Le Consultant renonce à tous droits moraux qu'il possède ou pourrait posséder dans la propriété intellectuelle et s'engage par les présentes à obtenir une renonciation aux droits moraux de la part de chacun de ses employés, entrepreneurs indépendants, dirigeants, administrateurs et toute autre personne dont le Consultant est responsable à l'égard de la propriété intellectuelle. Le Consultant prendra toutes les mesures que la Société pourra raisonnablement lui demander de prendre pour circonscrire, enregistrer ou prouver l'intérêt de droit propriété détenue par la Société dans la propriété intellectuelle définie ci-dessus. Le Consultant déclare et garantit qu'aucun des Services ne transgresse ni ne transgressera les droits de propriété intellectuelle appartenant à autrui.

- 5.3** Le Consultant s'abstiendra de diffuser tout communiqué de presse ou de faire toute déclaration publique au sujet de la signature, la délivrance ou de l'exécution de la présente Convention ou de tout sujet lié à la présente Convention ou aux Services fournis, sauf si la Société a autorisé au préalable par écrit la diffusion dudit communiqué ou de ladite déclaration publique. Le Consultant ne peut utiliser le nom de la Société dans le cadre d'une annonce, dans un matériel publicitaire ou lors d'activités, sauf tel qu'expressément autorisé par la Société par écrit.
- 5.4** Le Consultant prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer que ses employés, entrepreneurs indépendants, dirigeants, administrateurs et autres personnes dont le Consultant est responsable en droit se conformeront aux obligations stipulées à l'article 5.0 et le Consultant sera responsable envers la Société pour tout manquement ou non-conformité de ces obligations par ces derniers.
- 5.5** Le Consultant reconnaît que la Société est assujettie à la *Loi sur l'accès à l'information* (L.R.C. (1985), ch. A-1) et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R.C. (1985), ch. P-21) et que l'information fournie à la Société dans le cadre de la présente Convention peut être assujettie à ces lois.
- 5.6** Les dispositions du présent article 5.0 survivront à l'expiration ou à la résiliation de la présente Convention.

## **6.0 NON-CONCURRENCE ET CONFLIT D'INTÉRÊTS**

- 6.1** Le Consultant déclare n'avoir aucun conflit d'intérêts avec la Société, sauf ceux qu'il divulgue expressément à la Société à la Date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Dans l'éventualité où le Consultant prend connaissance d'un conflit d'intérêts avec la Société pendant la Durée de la présente Convention, le Consultant informera immédiatement la Société dudit conflit d'intérêts et lui donnera les détails pertinents audit conflit d'intérêts, incluant notamment le moment où le conflit d'intérêts s'est produit et le moment où le Consultant l'a découvert.
- 6.2** Pendant la Durée de la Convention, le Consultant n'exercera aucune activité ni ne s'engagera dans aucune affaire qui, directement ou indirectement, nuit, s'oppose ou est contraire à l'exécution appropriée des Services.
- 6.3** Le Consultant prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer que ses employés, entrepreneurs indépendants, dirigeants, administrateurs et autres personnes dont le Consultant est responsable en droit se conformeront aux obligations stipulées à

l'article 6.0 et le Consultant sera responsable envers la Société pour tout manquement ou non-conformité de ces obligations par ces derniers.

## 7.0 INDEMNISATION ET RESPONSABILITÉ

7.1 Le Consultant sera responsable envers la Société et indemniserà celle-ci, y compris ses administrateurs, dirigeants, employés, entrepreneurs, représentants et toute autre personne dont elle est responsable en droit (collectivement, la « **Partie indemnisée** ») de tous frais (y compris les honoraires juridiques raisonnables versés sur une base avocat-client), pertes, dommages, actions et responsabilités subis ou engagés par la Partie indemnisée et découlant directement ou indirectement en lien avec ou résultant de ce qui suit :

- (a) tout manquement, défaut, acte négligent, omission négligente ou inconduite délibérée du Consultant, de ses employés, entrepreneurs indépendants, dirigeants, administrateurs ou autres personnes dont le Consultant est responsable en droit dans l'exécution de ses obligations en vertu de la présente Convention;
- (b) toute fausse déclaration contenue dans la présente Convention; ou
- (c) toute retenue à la source de l'employé, cotisation d'employeur ou autre obligation d'employeur ou d'employé, y compris les intérêts et pénalités afférents, que la Société peut avoir à payer ou peut autrement encourir en vertu d'une loi fédérale, provinciale ou municipale découlant du fait qu'une autorité, un département ou une agence fédérale, provincial ou municipal ou un tribunal compétent décrète que le Consultant est un employé de la Société.

7.2 Le Consultant est responsable de toutes les Taxes et tous les impôts qui lui sont imposés par toute autorité gouvernementale en relation avec l'exécution des Services par le Consultant, ses employés et entrepreneurs indépendants pour le compte du Consultant, et par les présentes, le Consultant indemnise et dégage la Société, et indemniserà et dégage la Société de toute responsabilité pour toute perte, réclamation, dépense, dommage, responsabilité, taxe, intérêt, amende et pénalité exigé ou recouvré par toute entité gouvernementale en relation avec ce qui précède.

7.3 Les dispositions du présent article 7.0 survivront à l'expiration ou à la résiliation de la présente Convention.

## 8.0 EXÉCUTION ET NORMES

8.1 Le Consultant convient et s'engage à ce qui suit:

- (a) il fournira les Services de façon professionnelle, avec diligence, honnêteté et rapidité, de façon à exécuter les Services dans les délais prévus;
- (b) il fournira les Services conformément à la présente Convention ainsi qu'aux lois, pratiques professionnelles, exigences de permis et licences, codes et normes applicables; et
- (c) il veillera à ce que les Services soient fournis par le personnel qui possède les qualifications, les compétences, les connaissances, l'expertise et les capacités nécessaires pour fournir les Services ainsi que, le cas échéant, qui possède les permis et licences prescrits selon les normes, codes et lois applicables.

## 9.0 ENTREPRENEUR INDÉPENDANT

**9.1** La relation créée par la présente Convention entre la Société et le Consultant est une relation d'entrepreneur indépendant. Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme créant une relation employeur-employé, un partenariat, une relation mandant-mandataire ou une coentreprise entre le Consultant et la Société.

## 10.0 RÉOLUTION DES DIFFÉREND

**10.1** Dans l'éventualité où l'une des parties à la présente Convention remet un avis écrit relativement à un Différend et que ce Différend demeure non résolu dix (10) jours ouvrables après la réception de l'avis, alors, à moins que les parties n'en conviennent autrement, les parties entreprendront le processus de résolution des différends suivant :

- (a) Les parties nommeront chacune deux (2) employés ayant l'autorité de règlement pour se rencontrer, discuter et régler le Différend. La rencontre peut avoir lieu en personne ou par vidéoconférence et se tiendra dans les vingt (20) jours ouvrables suivant la date de réception de l'avis.
- (b) Si les employés choisis ne peuvent résoudre le Différend dans les cinq (5) jours ouvrables après la rencontre, les parties feront appel à un service de médiation. La médiation aura lieu à Montréal, dans la province de Québec, et la langue de médiation sera le français. Chaque partie proposera un médiateur expérimenté. Si les parties ne peuvent s'entendre sur le choix du médiateur, les deux (2) médiateurs proposés s'entendront sur un troisième médiateur. Le ou les médiateurs seront choisis au plus tard trente (30) jours après la réception de l'avis de Différend par l'autre partie. Le ou les médiateurs choisis établiront les règles que les parties devront suivre durant la médiation; toutefois, en cas de conflit entre les règles fixées par le ou les médiateurs et les dispositions du présent article 10.0, la présente Convention s'appliquera. Le coût des services du ou des médiateurs sera divisé également entre les parties, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

**10.2** Les parties continueront de s'acquitter de leurs obligations respectives pendant la résolution de tout Différend, y compris pendant toute période de médiation, jusqu'à la résiliation ou l'expiration de la présente Convention conformément aux modalités qui s'y retrouvent.

**10.3** Pendant la médiation du Différend, les parties agiront de bonne foi et mettront tout en œuvre pour éviter l'interruption des affaires; toutefois, les parties se réserveront le droit de soumettre en tout temps le Différend à un tribunal compétent (y compris pendant la médiation). Si une partie soumet le Différend à un tribunal compétent, les parties peuvent poursuivre le processus de médiation, sans toutefois y être obligées.

**10.4** Nonobstant ce qui précède, le présent article n'a pas pour effet d'empêcher la Société de résilier la présente Convention conformément aux paragraphes 4.3 et 4.5.

## 11.0 AVIS

**11.1** Les demandes, avis, approbations, consentements et autres communications nécessaires ou autorisés en vertu de la présente Convention seront par écrit et faits ou donnés comme suit : (i) en mains propres ou par courrier recommandé affranchi;



ou (ii) par télécopie ou courrier électronique adressé à la partie destinataire à l'adresse ci-dessous :

**Destinataire : SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.**  
 333, rue de la Commune Ouest  
 Montréal (Québec) H2Y 2E2  
 À l'attention de : Marie-Josée Biron, Chef marketing  
 Courriel : [mjbiro@vieuxportdemontreal.com](mailto:mjbiro@vieuxportdemontreal.com)

une copie étant envoyée à :

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA CLC LIMITÉE**  
 1, avenue University, bureau 1700  
 Toronto (Ontario) M5J 2P1  
 À l'attention de : Chef des affaires juridiques et Secrétaire général  
 Courriel : [legalnotice@clc.ca](mailto:legalnotice@clc.ca)

**Destinataire :** [Insérer le nom complet du Proposant retenu]  
 [Insérer l'adresse du Proposant retenu]  
 N° de télécopieur : [Insérer numéro du Proposant retenu]  
 À l'attention de : [Insérer le nom du représentant du Proposant retenu]  
 Courriel : [Insérer le courriel du Proposant retenu]

- 11.2** Les demandes, avis, approbations, consentements et autres communications remis en mains propres seront réputés être reçus quand ils sont laissés pendant les heures normales de bureau à l'adresse indiquée ci-dessus. Les demandes, avis, approbations, consentements et autres communications envoyés par courrier recommandé affranchi seront réputés être reçus cinq (5) jours ouvrables après leur mise à la poste, tandis que les demandes, avis, approbations, consentements et autres communications envoyés par télécopieur ou par courrier électronique seront réputés être reçus le jour ouvrable suivant. Les parties peuvent changer leur adresse de réception d'avis en remettant à l'autre partie un avis écrit à cet effet.

## 12.0 ASSURANCE

- 12.1** Le Consultant obtiendra et maintiendra pendant la Durée de la Convention, sous forme de nouvelle police ou d'avenant à une police existante, la couverture d'assurance décrite à l'Annexe C jointe aux présentes.
- 12.2** Le Consultant maintiendra également une assurance contre les accidents du travail prescrite par les lois sur les accidents du travail applicables, qui protège toutes les personnes employées par le Consultant et appelés à fournir les Services. En tout temps pendant la Durée de la Convention, le Consultant remettra sur demande la preuve de sa conformité auxdites lois.
- 12.3** Les dispositions du présent article 12.0 survivront à la résiliation ou à l'expiration de la présente Convention.

## 13.0 ÉNONCÉ DE TRAVAIL

- 13.1** La Société commandera les Services auprès du Consultant par voie d'un Énoncé de travail, la forme duquel est jointe comme Annexe D à cette Convention (l' « **Énoncé de travail** »). L'Énoncé de travail sera signé par les signataires dûment autorisées de la

Société, et indiquera les Services spécifiques à être exécutés, incluant notamment mais sans s'y limiter, la quantité, le prix, les taxes, le prix total, les instructions d'expédition, les dates de livraison demandées, l'adresse de facturation et toutes autres instructions spéciales reliées aux Services.

- 13.2** Les termes clés en majuscules utilisés mais non définis dans un Énoncé de travail ont le sens qui leur est attribué dans cette Convention.
- 13.3** En cas d'incompatibilité ou d'incohérence entre les modalités de la présente Convention et celle(s) d'un Énoncé de travail, celles de la Convention prévaudront dans la mesure de l'incompatibilité.

## **14.0 GÉNÉRALITÉS**

- 14.1** Le Consultant reconnaît et accepte que la Société lui a conseillé d'obtenir des conseils juridiques indépendants à l'égard de la présente Convention et qu'il a eu l'opportunité d'obtenir ces dits conseils.
- 14.2** Les principes d'interprétation suivants s'appliquent à la présente Convention :
- (a) Le singulier inclut le pluriel et vice-versa, le masculin inclut le féminin et vice-versa et les mots désignant des personnes comprennent les sociétés, les personnes morales et toutes autres entités juridiques.
  - (b) Les lois de la province de Québec et les lois du Canada applicables aux présentes régissent l'interprétation de la présente Convention et les parties aux présentes reconnaissent la compétence exclusive des tribunaux de la province de Québec.
  - (c) Si une modalité de la présente Convention ou son application à l'une des parties ou à une circonstance est jugée non valide par un tribunal ou une autre autorité compétente, le reste de la présente Convention et son application aux parties et aux circonstances autres que celle pour laquelle elle est réputée non valide demeurent en vigueur; pourvu toutefois que, si la modalité non valide est essentielle aux droits ou avantages à recevoir par une des parties, les parties déploieront des efforts raisonnables pour négocier une modalité de remplacement acceptable. S'il n'est pas possible de négocier une modalité de remplacement acceptable, le présent article n'a pas pour effet d'interdire à la partie touchée par la non-validité de la modalité de faire valoir ses droits pour non-respect de contrat ou de déposer un autre recours similaire.
  - (d) Aucune action d'une partie ni aucun défaut d'agir ne constituera une renonciation aux droits et obligations de ladite partie en vertu de la présente Convention, sauf si la renonciation est faite spécifiquement par écrit. La renonciation à une disposition de la présente Convention ne constituera pas et ne sera pas réputée constituer une renonciation à une autre disposition (semblable ou non) et aucune renonciation ne constituera une renonciation continue, sauf si cela est spécifiquement exprimé.
  - (e) La présente Convention, lorsque dûment signée, remplace toute autre entente existante entre les parties relativement à l'objet des présentes. Aucune déclaration, garantie ou convention, écrite ou verbale, ne lie les parties relativement à l'objet des présentes, si elle ne figure pas dans la présente Convention ou si ladite Convention n'y fait pas référence.

- (f) Le Consultant s'abstiendra de céder, déléguer ou sous-traiter la présente Convention en totalité ou en partie à une tierce partie sans le consentement préalable écrit de la Société, lequel ne pourra pas être refusé sans motif raisonnable. La Société pourra céder ses intérêts en vertu de la présente Convention à une tierce partie, en remettant au Consultant un avis écrit à cet effet.
- (g) Sauf disposition expressément contraire, les devoirs et obligations imposés par la présente Convention et les droits et recours disponibles en vertu de la présente Convention n'auront pas pour effet de limiter tous devoirs, obligations, droits et recours normalement imposés ou prévus par la loi.
- (h) La présente Convention lie les parties signataires ainsi que leurs successeurs et ayants droits respectifs autorisés et s'applique en leur faveur.
- (i) Toute modification à la présente Convention requerra le consentement des deux parties et devra être faite par écrit.
- (j) Les délais sont de rigueur dans la présente Convention.
- (k) Sauf indication contraire, le terme « dollars » s'entend de la devise légale du Canada.
- (l) Les Annexes A, B, C et D sont incorporées et font parties intégrantes de la présente Convention.
- (m) Aucune inspection ou acceptation des modes d'exécution ou du produit résultant de l'exécution de tout Service par la Société ou par quiconque agissant au nom de la Société ne sera réputée constituer une renonciation des droits relativement à l'obligation du Consultant de se conformer à la présente Convention.
- (n) Sauf indication contraire, le terme « jours » dans la présente Convention doit être interprété comme faisant référence aux jours civils.
- (o) Les parties ne sont pas responsables des retards sur le plan de l'exécution de leurs obligations découlant des situations de « force majeure » suivantes : catastrophe naturelle, acte de l'ennemi public, embargo, guerre, incendie, inondation, tremblement de terre, attaque terroriste, épidémie, grève, lock-out, conditions météorologiques anormales ou autre catastrophe ou cause hors du contrôle raisonnable de la partie concernée; toutefois, les parties ne peuvent invoquer les dispositions du présent paragraphe (o) si le délai est causé par un manque de fonds ou en ce qui a trait à un délai dans le versement d'un montant dû en vertu des présentes.
- (p) Dans l'éventualité où le terme « Consultant » inclut plus d'une personne, chacune d'entre elles seront conjointement et solidairement responsables envers la Société pour toutes les obligations du Consultant aux présentes.
- (q) Les parties ont expressément demandé et acceptent par les présentes que la présente Convention soit rédigée en français. *The parties hereto have explicitly requested and hereby accept that this Agreement be drawn up in French.*

- (r) Une condition expresse de la présente Convention stipule qu'aucun membre de la Chambre des Communes ne sera admis à participer à une partie ou la totalité de la présente Convention, qu'aucun membre de la Chambre des Communes ne possède de part dans la présente Convention ni n'en tire aucun avantage.
- (s) La présente Convention peut être signée en multiples exemplaires et délivrée par voie électronique. Chaque exemplaire est réputé être un original et tous les exemplaires ensemble sont réputés constituer un seul et même document.

**[LE RESTE DE LA PAGE EST LAISSÉ INTENTIONNELLEMENT VIDE]**

EN FOI DE QUOI les parties ont exécuté et signé la présente Convention à la date indiquée ci-dessus.

**SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.**

Par : \_\_\_\_\_

Nom :

Poste :

Par : \_\_\_\_\_

Nom :

Poste :

Nous sommes autorisés à lier la Société.

[Insérer le nom légal du Proposant retenu]

Par : \_\_\_\_\_

Nom :

Poste :

Par : \_\_\_\_\_

Nom :

Poste :

Je/Nous suis/sommes autorisé(s) à lier la  
personne morale/l'entreprise.

## ANNEXE A SERVICES

Le Consultant fournira à la Société des services pour concevoir et réaliser des stratégies et campagnes publicitaires numériques pour les marques et produits de la Société, lesquels services sont plus amplement décrits ci-dessous (les « **Services** »), et les particularités desquels seront précisés par voie d'un/des Énoncé(s) de travail.

La Société désire retenir les services du Consultant pour concevoir et réaliser des stratégies et campagnes publicitaires numériques pour les marques et produits de la Société, à savoir :

- Le Vieux-Port de Montréal;
- Le Centre des sciences de Montréal et son cinéma IMAX TELUS; et
- Tout autre produit de la Société.

Les grands objectifs poursuivis aux travers des différentes réalisations sont :

- Maximiser les revenus générés
- Accroître l'achalandage
- Augmenter la notoriété des activités

Le Consultant pourra être amené à prodiguer les Services suivants :

- a) Concevoir et réaliser des campagnes numériques efficaces en anglais et en français. Ce travail peut inclure l'analyse stratégique, un rôle conseil, des recommandations en amont/pendant/en aval des campagnes, de la production de matériel numérique (déclinaison du visuel moteur de la campagne), de la conception complète d'une campagne 100% numérique, et de l'optimisation de campagnes sur une base continue. Pour plusieurs campagnes, le Proposant retenu devra travailler en collaboration avec l'agence de publicité identifiée par la Société.
- b) Faire de la production de vidéos et du montage afin d'avoir du contenu varié et augmenter l'efficacité des campagnes.
- c) Expertise en SEO : offrir des recommandations pour augmenter la réputation, la solidité technique, la performance et l'expérience des utilisateurs (UX) des sites web de la Société. Effectuer de la rédaction de contenu dans une optique de SEO.
- d) Planifier et acheter des placements médias numériques : planifier les campagnes numériques en support aux placements médias traditionnels ou 100% numériques. Maximiser les placements publicitaires et les budgets, effectuer les achats de mots clés, négocier des ententes, faire les échéanciers et les calendriers de production et de diffusion, s'assurer de la livraison du matériel, faire le suivi auprès des médias concernés. Soumettre des plans médias détaillés incluant les impressions de chaque média.
- e) Participer à la réflexion des stratégies numériques pour l'acquisition de nouvelles clientèles ainsi que pour la rétention de la clientèle actuelle. Maximiser la performance des sites web et de vente en ligne de la Société et concevoir des pages web d'atterrissage pour certaines campagnes.
- f) Marketing par courriel : faire des recommandations au niveau des stratégies d'envoi par courriel, et au niveau de la performance des bases de données de la Société.

- g) Rapports de performance : collaborer à l'identification des objectifs, définir les indicateurs de performance par placement en collaboration avec le département Marketing de la Société, et fournir des rapports en mettant l'accent sur les apprentissages et constats, dans l'optique d'une amélioration continue des façons de faire. Établir des « benchmark » pour chacune des marques.
- h) Conseiller la Société sur les nouvelles tendances numériques et sur les nouvelles lois.
- i) Collaboration fructueuse : assurer, sur une base continue, une relation proactive et de collaboration avec la Société et, selon les besoins, avec l'agence de publicité identifiée par la Société.
- j) Pouvoir se déplacer selon les besoins, afin de participer à des rencontres avec la Société et/ou ses divers partenaires, et de faire des visites pour mieux connaître les produits de la Société.

### **LANGUE ET FONCTIONNEMENT**

Le Consultant doit être capable d'effectuer la prestation des Services (incluant sans s'y limiter toutes correspondance, réunion de projet ou rédaction de livrables) en français et en anglais, mais principalement en français. Le Consultant doit aussi être capable de travailler avec les employés de la Société dans la langue officielle de leur choix (anglais ou français). Le Consultant doit également être en mesure de produire du contenu publicitaire en français et en anglais pour le marché montréalais et québécois.

Le Consultant doit être en mesure d'opérer ses activités et d'offrir ses services à la Société sur le même fuseau horaire Canadien : Heure de l'Est – Québec.

### **SERVICES POTENTIELS ADDITIONNELS À LA DEMANDE DE LA SOCIÉTÉ**

La Société se réserve le droit de demander au Proposant retenu tout service en lien avec une nouvelle marque, nouveau produit ou nouvelle activité s'ajoutant au portefeuille de la Société.

La Société se réserve le droit de demander au Proposant retenu tout autre service que peut rendre une agence de publicité numérique.

La Société se réserve le droit de demander au Proposant retenu tout service d'agence de publicité numérique en lien avec une filiale de sa société-mère ou de la société-mère elle-même (Société Immobilière du Canada Limitée).

## ANNEXE B FRAIS ET DÉPENSES

Les Frais et Dépenses seront calculés comme suit pour la prestation des Services :

- a) Pour la planification stratégique, la gestion de projets, les services de création et les services de production, la Société rémunérera le Consultant sur la base d'honoraires établis selon le profil des intervenants impliqués dans la réalisation des Services.

Le Consultant devra préparer et soumettre par écrit à la Société un devis concernant le coût de toutes les recommandations qu'il aura faites, et ne devra pas engager de Frais avant d'avoir reçu une commande de réalisation de la Société. Le Consultant devra établir son système de feuille de temps ou l'équivalent dûment accepté par la Société et la soumettra sur demande.

[Insérer les taux horaires du Proposant retenu]

Les taux horaires sont fixes pour la Durée de la Convention.

- b) Pour les placements numériques programmatiques, la Société rémunérera le Consultant sur la base du coût d'achat, majoré du pourcentage de commission applicable à cette catégorie.

[Insérer le pourcentage du Proposant retenu]

Le pourcentage est fixe pour la Durée de la Convention.

- c) Aucune Dépense (déplacement, nourriture, logement, etc.) ne sera prise en charge par la Société dans le cadre de cette Convention, à moins que cela ne soit expressément convenu entre la Société et le Consultant pour une situation particulière à la discrétion de la Société.

Pour les services additionnels potentiels à la discrétion de la Société, les Frais seront calculés selon les taux horaires suivants :

[Insérer les taux horaires du Proposant retenu]

Les taux horaires sont fixes pour la Durée de la Convention.



## ANNEXE C ASSURANCE

- 1.1 Le Consultant souscrira et maintiendra en vigueur (et s'assurera que ses sous-consultants souscrivent et maintiennent en vigueur) auprès d'une ou de plusieurs compagnies d'assurances admise(s)/possédant un permis délivré par la province de Québec ou par une autre autorité canadienne qui lui permet de faire des affaires dans la province de Québec et dont la cote n'est pas inférieure à A dans le A.M. Best Insurance Key Rating Guide, ou une cote équivalente délivrée par une agence indépendante de cotation des assureurs, les polices d'assurance suivantes, avec des franchises et des rétentions auto-assurées déclarées et soumises à l'approbation de la Société :
- (a) une assurance responsabilité civile automobile couvrant tous les véhicules motorisés immatriculés en propriété, sous bail ou sous location, avec une limite de 2 000 000 \$ inclusivement par accident pour les dommages matériels et corporels causés à des tiers, y compris le décès;
  - (b) une assurance tous risque sur les biens à valeur à neuf couvrant tous les biens en propriété, sous bail ou sous location qui sont utilisés pour la prestation des Services.
  - (c) une assurance responsabilité professionnelle en cas d'erreurs et d'omissions d'un montant minimum de 2 000 000 \$ par réclamation et limite annuelle globale; le Consultant doit aviser la Société si le dépôt de demandes de règlement vient réduire le montant de la police sous le seuil d'assurance exigé;
  - (d) une assurance de responsabilité civile générale commerciale couvrant toutes les activités liées à la présente Convention, avec une limite combinée de 2 000 000 \$ par évènement, inclusivement, en cas de dommage corporel, y compris le décès, de préjudice personnel ou de dommage matériel à des tiers, et incluant la perte/privation de jouissance en découlant. Cette police doit inclure, mais sans s'y limiter, les garanties suivantes :
    - (i) responsabilité contractuelle globale,
    - (ii) dommages matériels formule étendue incluant les travaux achevés,
    - (iii) dommages matériels formule étendue,
    - (iv) clause de responsabilité réciproque et de divisibilité d'intérêts,
    - (v) avenant d'assuré additionnel,
    - (vi) responsabilité civile automobile des non-proprétaires.
- 1.2 La protection d'assurance stipulée au paragraphe 1.1 de la présente Annexe C :
- (a) sera principalement dans la mesure de la faute du Consultant ou de ses sous-consultants; et
  - (b) sauf pour la protection prévue aux sous-paragraphe 1.1(a) et 1.1(c), doit nommer la Société, la Société immobilière du Canada CLC limitée, ainsi que les sous-consultants présents sur le site du Projet à titre d'assurés additionnels.
- 1.3 Dans toute la mesure permise par la loi, par les présentes, le Consultant dégage la Société, ses administrateurs, dirigeants, employés et autres personnes travaillant pour le compte de la Société de toute responsabilité à l'égard du Consultant ou de toute personne prétendant agir en son nom par subrogation ou autrement, de toute perte. Cette disposition sera en vigueur et applicable seulement pour les pertes ou dommages qui surviennent pendant la Durée de la présente Convention.

- 1.4 Le Consultant procédera de la façon indiquée ci-dessous et s'assurera que ses sous-consultants procèdent de la façon indiquée ci-dessous :
- (a) il remettra à la Société des certificats d'assurance pour les polices prescrites au paragraphe 1.1 au plus tard dix (10) jours ouvrables après la date de la présente Convention ou avant le début des Services, selon la première occurrence, et des certificats de renouvellement des polices au plus tard vingt (20) jours ouvrables après la date d'expiration des polices, lorsque ces polices expirent avant la fin des Services;
  - (b) il sera responsable des franchises liées aux produits d'assurance;
  - (c) il souscrira toutes les polices auprès d'assureurs qui sont autorisés à fournir des produits d'assurance dans la province de Québec sous une forme qui est acceptable pour la Société; et
  - (d) il s'assurera que chaque police d'assurance requise stipule que la protection ne peut être annulée ou modifiée de façon significative sans l'envoi préalable à la Société d'un préavis écrit de trente (30) jours par courrier recommandé ou certifié, avec demande d'accusé de réception. L'assureur doit remettre un avis à la Société en cas d'annulation de toute protection et le Consultant doit remettre un avis à la Société pour toute modification significative de la police ou toute réduction de la couverture.
- 1.5 Si le Consultant ou l'un de ses sous-consultants omet de remettre à la Société un certificat d'assurance pour chaque police que doit souscrire le Consultant ou ses sous-consultants, ou si, après que les certificats d'assurance aient été fournis, les polices viennent à échéance, sont annulées ou modifiées de façon significative, la Société pourra, sans y être tenue, souscrire une police d'assurance au nom du Consultant ou de son sous-consultant. À la demande de la Société, le Consultant lui remboursera le coût de la police et la Société pourra à sa discrétion déduire le coût de la police de tout montant dû au Consultant.
- 1.6 Ni le fait que le Consultant souscrive les assurances prévues dans la Convention, ni l'insolvabilité, la faillite ou le défaut d'une compagnie d'assurances d'acquiescer une réclamation ne dégage le Consultant des autres dispositions de la Convention portant sur la responsabilité du Consultant, ou autrement.

**ANNEXE D  
FORME PRÉFÉRÉE D'ÉNONCÉ DE TRAVAIL**

**NUMÉRO DE L'ÉNONCÉ DE TRAVAIL •**

Daté du • jour de • 202 •

**ENTRE :**

Propriétaire                    **SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.** (la « **Société** »)  
 Adresse                         333, rue de la Commune Ouest  
 administrative                Montréal (Québec) H2Y 2E2

Consultant                    **[Insérer le nom légal du Proposant retenu]** (le « **Consultant** »)  
 Adresse                         **[Insérer l'adresse du Proposant retenu]**  
 administrative

Conformément à :        Convention Cadre de consultation et de services professionnels datée du •  
 jour de • 202 • entre le Consultant et la Société (la « **Convention** »)

**EU ÉGARD** aux engagements réciproques énoncés dans la Convention, les parties conviennent de ce qui suit :

**DÉTAILS DE L'ÉNONCÉ DE TRAVAIL**

Méthode de livraison	Modalités de paiement	Date d'échéance
	Selon l'article 3.2 de la Convention	

Description	Total
	\$
Sous-total :	
Taxes :	
<b>Total :</b>	

**[Note au rédacteur : Insérer toute autre catégorie de détails nécessaires pour chaque Énoncé de travail]**

**CONDITIONS ADDITIONNELLES**

La Convention demeure en vigueur et tous les Services seront exécutés de la même manière que stipulée dans la Convention, sauf en cas de disposition contraire expresse par accord écrit entre les parties. En cas de conflit entre la Convention et cet Énoncé de travail, la Convention prévaudra.

Les termes clés utilisés mais non définis dans cet Énoncé de travail ont le sens qui leur est attribué dans la Convention.

Cet Énoncé de travail peut être signé en plusieurs exemplaires, chacun d'eux étant réputé être un original et l'ensemble de ces exemplaires constitue un seul et même instrument. Les exemplaires peuvent être signés dans leur format original, en format PDF par courrier électronique ou sous forme de télécopie et les parties au présent Énoncé de travail doivent adopter toute signature reçue par courriel ou par télécopieur comme signature originale des parties. Chaque partie s'engage à fournir à l'autre une copie portant les signatures originales de cet Énoncé de travail et ce, dans un délai raisonnable suivant la signature de cet Énoncé de travail.

**EN FOI DE QUOI**, les parties aux présentes ont exécuté et signé le présent Énoncé de travail à la date indiquée ci-dessus.

**SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.**

**Insérer le nom légal du Proposant retenu]**

Par : \_\_\_\_\_  
 Nom : \_\_\_\_\_  
 Titre : \_\_\_\_\_

Par : \_\_\_\_\_  
 Nom : \_\_\_\_\_  
 Titre : \_\_\_\_\_

Par : \_\_\_\_\_  
 Nom : \_\_\_\_\_  
 Titre : \_\_\_\_\_

Par : \_\_\_\_\_  
 Nom : \_\_\_\_\_  
 Titre : \_\_\_\_\_

Nous sommes autorisés à engager la Société.

Je suis/Nous sommes autorisé(s) à engager la personne morale/l'entreprise.